

## BURUNDIÂ : Les civils d'aplacés de retour chez eux Â Kabezi

IRIN, 9 juin 2008 Photo: Judith Basutama/IRIN Des femmes d'aplacées par les affrontements dans les environs de Kabezi, Â 20 kilomÃtres de la capitale burundaise BujumburaBUJUMBURA - Des milliers de civils, qui avaient fui les environs de Bujumbura, la capitale du Burundi, en mai, Â la suite d'affrontements entre lâarmée et les combattants de lâopposition, sont retournés dans leurs villages, selon un haut responsable burundais. Â«Â Ils sont rentrés parce que la situation est revenue Â la normale, bien qu'il y ait encore quelques cas de volÂ Â», a expliqué Zénon Ndaruvukanye, le gouverneur de la province de Bujumbura Rural, le 5 juin. Â«Â Ils ont reçu une aide, et notamment des couvertures, du savon et des jerrycans de la Croix-Rouge burundaise et du Comité international de la Croix-RougeÂ Â». Au moins 20Â 000 personnes ont fui les affrontements qui ont opposé lâarmée et les combattants des Forces nationales de libération (FNL) Kabezi, Â 20 kilomÃtres au sud de Bujumbura, et aux alentours.

Les FNL sont le dernier mouvement d'opposition armée actif au Burundi. De manière générale, les combattants des FNL n'avaient pas lancé d'offensive depuis le retour Â Bujumbura, le 30 mai, d'Agathon Rwasa, leur leader, exilé en France. La présence de M. Rwasa dans la capitale, globalement accueillie comme une évolution Â«Â importanteÂ Â», devrait permettre d'accélérer un processus de paix qui, jusqu'ici, traîne, selon les travailleurs humanitaires. La plupart des d'aplacés étaient originaires de Kiremba, Mena, Ramba, Gitenga et de certaines régions de Mwara, près de lâoÂ les affrontements ont éclaté, le 7 mai. Un grand nombre d'entre eux s'étaient réfugiés au centre de santé de Kabezi, une école primaire de la région ou au marché. Certains d'aplacés avaient déclaré Â IRIN qu'ils ne retourneraient pas tant que lâarmée, d'ployée pour repousser les combattants des FNL, ne se serait pas retirée. Â«Â Les positions de Kabezi sont encore lâ ; ceux qui refusaient de rentrer étaient des partisans des FNLÂ Â», a expliqué M. Ndaruvukanye Â IRIN. Les civils de retour chez eux, a-t-il ajouté, ont reçu du riz, distribué par le ministère de la Solidarité nationale. Ils ont néanmoins besoin de recevoir une aide alimentaire supplémentaire. Les affrontements faisaient suite Â des échauffourées survenues en avril, que les FNL avaient provoquées en violation de lâaccord de cessez-le-feu de septembre 2006, incitant lâarmée Â bombarder les positions du mouvement au Bujumbura Rural. Dans un rapport publié le 30 mai, Human Rights Watch a critiqué le gouvernement burundais pour avoir incarcéré au moins 300 personnes. Â«Â uniquement soupçonnées d'être membres d'un mouvement opposé de longue date au gouvernementÂ Â». L'entre elles étaient des civils, arrêtés Â la suite du bombardement des FNL. L'armée a finalement repoussé les combattants sur les collines. Les FNL ont consenti Â un nouveau cessez-le-feu avec le gouvernement le 26 mai, ce qui a permis de mettre fin aux affrontements. Trois jours plus tard, la police libérait 102 prisonniers, un Â«Â geste de bonne volonté de la part du gouvernementÂ Â». Les leaders des FNL, exilés en Tanzanie, sont retournés Â Bujumbura pour débattre de la mise en œuvre du cessez-le-feu de 2006, et s'attendent Â ce qu'une loi leur garantissant une Â«Â immunité provisoireÂ Â» contre lâarrestation soit adoptée lorsque lâAssemblée sera finalement convoquée. L'Union européenne, qui a favorablement accueilli leur retour, les a exhortés Â Â«Â poursuivre le processus de paix de manière constructive pour que les dispositions de lâaccord de cessez-le-feu global et ses diverses annexes puissent être pleinement appliquées le plus rapidement possibleÂ Â». Si les fusils restaient baissés, selon les travailleurs humanitaires de Bujumbura, bien d'autres Burundais, sur les quelque 100Â 000 qui ont été d'aplacés par le conflit au fil des années, pourraient rentrer chez eux. Â Magara, une commune de Bugarama, dans la province du Bujumbura Rural, environ 500 familles sont rentrées chez elles Â la suite du cessez-le-feu de mai, selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Mais de retour chez eux, les habitants de Gitwaro ont trouvé leurs domiciles pillés, leur cultures récoltées et leur animaux domestiques mangés par les factions armées qui avaient occupé la zone. [FIN][Les informations vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]